

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 11 au 15 juillet 2022

**EN REMPLACEMENT**

**MERCREDI  
13 juillet 2022  
à 14 h 15**

**Projets et propositions de loi**

1. Proposition de loi (M. Joris Vandebroucke) visant à actualiser le signal d'interdiction C23 et concernant l'utilisation d'appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié pour contrôler les infractions au signal d'interdiction C23, n°s 2560/1 à 8.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Nicolas Parent]
2. Projet de loi portant l'introduction du procès-verbal électronique pour les services d'inspection de la direction générale Transport routier et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports et modifiant le Code pénal social, n°s 2444/1 à 6.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Kim Buyst]
3. Proposition de loi (M. Tomas Roggeman, Mme Marianne Verhaert et MM. Jef Van den Bergh et Joris Vandebroucke) modifiant la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries en vue de légaliser les tombolas et loteries locales, n°s 1446/1 à 5.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Laurence Zanchetta et M. Emmanuel Burton]

4. - Projet de loi relatif au statut et au contrôle des sociétés de bourse en ce qui concerne certaines procédures de recours accélérées auprès du Conseil d'État, n°s 2762/1 à 3.
- Projet de loi relatif au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses, n°s 2763/1 à 3.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement et portant autres dispositions diverses visant à transposer la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement, n°s 2765/1 à 3.

[matières visées aux articles 74 et 78 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf]

5. Projet de loi modifiant la loi du 23 mai 2017 de programmation militaire des investissements pour la période 2016-2030, n°s 2737/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Katrin Jadin et M. Theo Francken]

6. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 juillet 2019 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses, n°s 2707/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Franky Demon]

## Interpellations

1. - Interpellation de Mme Vanessa Matz à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "la mise en œuvre tardive des mesures prises par le fédéral dans le cadre des inondations" (n° 298).
  - Interpellation de M. Nabil Boukili à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "les leçons tirées des inondations de juillet 2021" (n° 300).
  - Interpellation de Mme Yngvild Ingels à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "l'absence d'enseignements tirés à l'échelon fédéral, un an après les inondations" (n° 305).
  
2. - Interpellation de Mme Maria Vindevoghel au ministre de la Mobilité sur "le manque de transparence concernant les contrats de gestion des entreprises ferroviaires" (n° 299).
  - Interpellation de M. Josy Arens au ministre de la Mobilité sur "les contrats de gestion de la SNCB et d'Infrabel" (n° 301).
  - Interpellation de M. Frank Troosters au ministre de la Mobilité sur "la non-communication des contrats de gestion conclus avec les entreprises ferroviaires" (n° 302).

---

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

**JEUDI**  
**14 juillet 2022**  
**à 14 h 15**

## Questions orales

## Projets de loi

7. **Projet de loi modifiant le Code belge de la Navigation concernant la sûreté maritime, n°s 2734/1 à 3.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Marianne Verhaert]

8. Projet de loi portant exécution du règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte), n°s 2730/1 à 7.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mmes Sophie De Wit et Claire Hugon]

9. Projet de loi relatif à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications et portant désignation d'une autorité nationale de certification de cybersécurité, n°s 2693/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Leslie Leoni]

10. Projet de loi modifiant la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 et redistribuant partiellement le solde résiduel, n°s 2705/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Albert Vicaire]

## Interpellations

3. - Interpellation de Mme Kathleen Depoorter au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les bourdes liées au coronavirus" (n° 303).  
- Interpellation de Mme Sofie Merckx au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les bourdes comises par le gouvernement en matière de coronavirus et de vaccins" (n° 306).  
- Interpellation de Mme Dominiek Sneppe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les bourdes liées au coronavirus" (n° 309).
4. - Interpellation de M. Wim Van der Donckt à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris sur "le blocage de la réforme promise des pensions" (n° 304).  
- Interpellation de Mme Sofie Merckx à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris sur "le blocage de la réforme des pensions" (n° 307).  
- Interpellation de Mme Ellen Samyn à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris sur "la réforme des pensions promise" (n° 308).  
- Interpellation de M. François De Smet à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris sur "la réforme des pensions promise" (n° 310).

## Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

### Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Barbara Pas au premier ministre, chargé des Affaires étrangères et des Affaires européennes sur "les multiples entorses à notre législation linguistique dans les postes diplomatiques et consulaires" (n° 291).

[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives du 5 juillet 2022]

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Kathleen Bury au ministre de la Justice et de la Mer du Nord sur "l'enquête sur le deal avec la Loterie Nationale et l'interdiction de la publicité pour les paris" (n° 294).

[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 6 juillet 2022]

3. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Kathleen Bury au ministre de la Justice et de la Mer du Nord sur "la lutte contre les violences entre partenaires ayant entraîné la mort" (n° 296).

[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 6 juillet 2022]

4. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :
  - Mme Vanessa Matz à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "la mise en œuvre tardive des mesures prises par le fédéral dans le cadre des inondations" (n° 298).
  - M. Nabil Boukili à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "les leçons tirées des inondations de juillet 2021" (n° 300).
  - Mme Yngvild Ingels à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sur "l'absence d'enseignements tirés à l'échelon fédéral, un an après les inondations" (n° 305).

[développées en séance plénière du 13 juillet 2022]

5. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :
  - Mme Maria Vindevoghel au ministre de la Mobilité sur "le manque de transparence concernant les contrats de gestion des entreprises ferroviaires" (n° 299).
  - M. Josy Arens au ministre de la Mobilité sur "les contrats de gestion de la SNCB et d'Infrabel" (n° 301).
  - M. Frank Troosters au ministre de la Mobilité sur "la non-communication des contrats de gestion conclus avec les entreprises ferroviaires" (n° 302).

[développées en séance plénière du 13 juillet 2022]

6. sur les projets et propositions de loi terminés.

---

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

1. Proposition de résolution (M. Tomas Roggeman, Mme Frieda Gijbels, M. Wouter Raskin, Mmes Sophie De Wit, Darya Safai, Kathleen Depoorter, Kristien Van Vaerenbergh, Yngvild Ingels et Sigrid Goethals et MM. Theo Francken et Michael Freilich) en vue d'une gestion plus ciblée de la violence et du harcèlement sur le rail et dans les infrastructures ferroviaires, n° 2809/1.
  2. Proposition de résolution (MM. Simon Moutquin et Wouter De Vriendt) visant à défendre les droits humains en Égypte, n° 2815/1.
  3. Proposition de résolution (MM. Ahmed Laaouej, Hugues Bayet et Malik Ben Achour) visant à plaider au niveau européen pour la mise en oeuvre d'un registre européen interconnecté des actifs afin de lutter contre le phénomène de secret financier et ainsi afin d'armer l'Europe en matière de lutte contre la criminalité, n° 2826/1.
-